



Lettre n° 75 du 20 janvier 2019

Au sommaire :

- Leur « grand débat », une entourloupe pour étouffer les gilets jaunes. « Débattons » de notre mobilisation contre leur ordre social capitaliste.
- Nous approprier collectivement les leçons du mouvement des gilets jaunes

Leur « grand débat », une entourloupe pour étouffer les gilets jaunes, « Débattons » de notre mobilisation contre leur ordre social capitaliste

Après plus de deux mois de mobilisation, l'acte X rassemblant, comme la semaine dernière, 84 000 manifestants selon les chiffres gouvernementaux, en réalité bien plus, a été une nouvelle démonstration de la vitalité du mouvement des gilets jaunes. Et c'est surtout une réponse cinglante à l'opération de diversion du « grand débat » voulue par Macron qui n'a pourtant pas ménagé sa peine pour son lancement...

Le ridicule de la mise en scène des deux shows présidentiels est à l'image de Macron et son monde. Bien protégé des gilets jaunes par un impressionnant cordon de sécurité, avec CRS, hélicoptères, quartiers et villes en état de siège, Macron a, par deux fois, fait le spectacle et mouillé la chemise pendant plus de 6 heures devant un parterre de 600 maires sélectionnés. Il peut hypocritement prétendre vouloir « prendre le pouls vivants du pays » et même, devant un maire lui rappelant toutes ses petites phrases méprisantes, répondre cyniquement « je n'ai jamais stigmatisé qui que ce soit », il n'a pu s'empêcher d'afficher son mépris social, lui qui veut « responsabiliser » les pauvres car « il y en a qui font bien » et d'autres « qui déconcent »... Le ton était donné !

Macron fait son show, au frais du contribuable, pour remobiliser ses troupes avant les élections européennes et municipales, et tenter de faire taire la contestation qui éclate de partout. Il voudrait faire discuter les exploités des modalités de leur propre exploitation, pour mieux la leur faire accepter !

Vaine et vulgaire manœuvre qui s'accompagne aussi d'une volonté de briser la révolte, la détermination du mouvement, de flatter tous les milieux réactionnaires en affirmant LREM comme le parti de l'ordre social en justifiant l'insupportable violence de la répression. Castaner a eu le

cynisme de se dire « sidéré » par les accusations de violence policière, alors que même Toubon, le « Défenseur des droits », réclame l'arrêt de l'utilisation des LBD.

Ni la mascarade du « grand débat », ni les 80 000 policiers mobilisés n'ont empêché l'acte X d'être un nouveau succès pour le mouvement. Car le véritable débat ce sont les gilets jaunes qui l'ont initié par leur mobilisation, en s'organisant, en agissant par en bas sur les ronds-points, dans les manifestations, les assemblées générales, sur les réseaux sociaux... Le mouvement, son organisation démocratique, sa détermination et son caractère offensif entraînent une politisation nouvelle à une large échelle bien au-delà d'eux, dans toute la société, dans les entreprises, dans les universités et les lycées.

Les gilets jaunes ont fait la démonstration que le monde du travail est capable de s'organiser démocratiquement, de se mobiliser, en toute indépendance des organisations syndicales ou des partis institutionnels, pour lutter d'une façon offensive pour ses conditions de vie, pour les salaires, les retraites et faire reculer l'État, le pouvoir.

Les gilets jaunes ont ouvert une brèche. Leur mouvement, son dynamisme, son énergie sont un encouragement pour l'ensemble du monde du travail à entrer dans la lutte, à regrouper les forces, faire converger les luttes et les résistances dans un mouvement d'ensemble sur un terrain de classe, non seulement contre Macron mais contre ceux qu'il sert, les capitalistes. Pour cela il ne faut pas laisser le terrain à Le Pen, qui prétend représenter les gilets jaunes alors que son seul objectif est le pouvoir pour servir les classes possédantes dont elle fait partie, ni à tous les politiciens qui voudraient enterrer la colère de la rue dans les urnes des élections européennes du 26 mai.

Il n'y pas d'autre voie que nos luttes pour défendre nos droits et notre avenir. Jour après jour, le capitalisme aggrave nos conditions de travail et de vie alors que les entreprises du CAC 40 ont versé en un an 57,4 milliards d'euros à leurs actionnaires. L'enjeu est bien de faire sortir ces milliards des coffres des multinationales, de la finance, du patronat, pour qu'ils servent à augmenter salaires, pensions et minima sociaux, à embaucher, à développer

des services publics dignes de ce nom. C'est bien la domination sur la société de l'oligarchie financière que les gilets jaunes remettent en cause, ils ont raison. La démocratie, c'est bien plus qu'un référendum, la conquête par ceux qui font tout fonctionner du droit de contrôler la marche de la société, de l'économie pour la mettre au service de la population et non de la soif de profit d'une minorité.

Nous approprier collectivement les leçons du mouvement des gilets jaunes

Le mouvement des gilets jaunes marque un tournant dans la situation sociale et politique, il ouvre une crise dont les effets et répercussions sont devant nous. Inédit et imprévu, il nous rappelle que les rythmes de la lutte de classes ne se décrètent pas et soulève bien des questions à la fois sur sa nature, sa signification, ses conséquences, les enseignements que nous pouvons en dégager. Il pose la discussion sur les perspectives et les tâches du mouvement révolutionnaire en termes nouveaux.

S'il n'a jusqu'à maintenant pas été massif, il a tiré sa force du soutien et de la sympathie qu'il a su susciter dans une grande majorité de la population. Il porte, exprime le sentiment profond d'injustice que suscitent l'accentuation des inégalités et la politique délibérée de Macron et du gouvernement au profit non seulement du grand patronat mais des catégories sociales les plus privilégiées. La révolte aussi face à l'arrogance d'un pouvoir isolé et aveuglé par son mépris de classe. En participant au mouvement, à l'occupation des ronds points, aux manifestations et maintenant à des cortèges autonomes, aux assemblées générales, les femmes renforcent le caractère de classe du mouvement, un mouvement des plus exploités.e.s, et y apportent aussi le sens de la solidarité et de la « fraternité », leur capacité à ne pas être dupes.

Après les attaques contre les retraités.e.s, les taxes sur les carburants ont été le déclencheur ainsi que l'ensemble de la fiscalité qui répartit les richesses en faveur des privilégiés sans même parler de l'évasion fiscale. Mais les exigences que porte le mouvement sont plus profondes et remettent en cause non seulement Macron, son gouvernement et sa politique mais, en fait, le capitalisme et ses institutions.

Il a aussi tiré sa force de son indépendance vis à vis des partis politiques comme des confédérations syndicales totalement soumises à la politique du dialogue social. Sa radicalité, sa spontanéité, l'engagement des gilets jaunes dans le combat, leur audace, leur capacité à assumer l'affrontement et la confrontation avec les violences policières ont entraîné l'adhésion à sa cause. Sa diversité aussi, l'absence de ce qu'il est convenu d'appeler des leaders charismatiques, la volonté de se représenter soi-même ont été autant d'arguments même si, dans son ensemble, le mouvement n'échappe pas au climat idéologique ambiant. Son contenu est fortement déterminé par un conte-

nu de classe, celle des travailleurs, mais il reste dominé par l'idéologie populiste. La place de symboles censés rassembler le peuple, la Marseillaise et le drapeau bleu-blanc-rouge, la lutte contre les élites, les politiciens prennent le pas sur la lutte de classe. Certes, le sens que chacun peut donner à ces symboles est très divers mais cette confusion et ses ambiguïtés laissent les portes ouvertes à l'influence des démagogues de l'extrême droite, de la droite extrême ou de groupuscules fascistes.

Les effets explosifs de la régression capitaliste

La force du mouvement tire, quant au fond, son énergie des contradictions qui se sont développées au sein de la société capitaliste, ici, en Europe et dans le monde depuis la crise de 2007-2008 et qui caractérisent la phase actuelle de développement du capitalisme, le capitalisme au stade des multinationales pour paraphraser Lénine, le capitalisme financier mondialisé.

Bien des analystes expliquent que le mécontentement qui explose s'est formé au cours des 30 ou 40 dernières années. Le gouvernement aussi pour tenter de se dédouaner. C'est pour une part vrai, la situation actuelle est le produit de l'offensive engagée dans les années 80 visant à lutter contre la baisse du taux de profit par les privatisations, la remise en cause des acquis sociaux, la mondialisation financière, l'intégration à l'économie mondiale, au marché des États nés des luttes de libération nationale, les pays émergents, et de l'effondrement de l'URSS.

La crise de 2007-2008 a été l'aboutissement de ces bouleversements et un tournant irréversible au sens où les réponses apportées à leur crise par les capitalistes et leurs États en ont aggravé tous les facteurs. Elles ont amplifié la financiarisation, le parasitisme du capital, l'économie de l'endettement pour alimenter les profits.

Le développement de la production et des échanges à l'échelle planétaire généralise la mise en concurrence des travailleurs dans le même temps qu'il développe le rapport d'exploitation capitaliste à un niveau jamais atteint et qu'il tend à ruiner les acquis du prolétariat des vieilles puissances impérialistes.

La concentration de richesses immenses entre quelques mains provoque une accentuation inédite des inégalités.

Le capitalisme connaît une crise permanente, conséquence de l'épuisement des gains de productivité. Au développement des techniques ne répond pas un développement de la production permettant de satisfaire les exigences de rentabilité financière de la masse sans cesse croissante de capitaux en mal de plus-value. La suraccumulation de capitaux se heurte à la surproduction au regard d'une consommation nécessairement limitée. Il épuise dans le même temps les ressources naturelles, génère la crise climatique.

Les capitalistes n'évitent la faillite qu'au prix d'une guerre permanente contre les salariés et les peuples en accentuant les rapports d'exploitation, le pillage des richesses.

Ils provoquent, en retour, un nouvel essor des luttes de classes, sociales et démocratiques, écologiques.

Il n'y a pas d'explosion sociale chimiquement pure

Le mouvement des gilets jaunes est au cœur de ces évolutions combinant une révolte légitime, y compris dans ses manifestations les plus radicales, des classes populaires, d'une fraction du monde du travail, mais aussi des traits qui sont la conséquence du recul politique, de la paralysie du mouvement ouvrier, du climat politique où domine le populisme.

Autant il était faux de parler, comme le faisaient bien des militants de la gauche syndicale et politique ou des antifascistes, de foire poujadiste où nous serions amenés à côtoyer des ennemis les plus farouches du mouvement ouvrier sans pouvoir donner à ces manifestations un réel contenu de classe, autant nous ne pouvons pas fermer les yeux aujourd'hui sur cette composante du mouvement.

Notre solidarité pleine et entière avec le mouvement combat ses ambiguïtés. Les révolutionnaires devaient et doivent y participer, y intervenir pour y défendre leurs idées et perspectives sans poser aux donneurs de leçons. Cette intervention a pris différentes formes selon les possibilités et c'est bien normal. Nous avons besoin d'en avoir l'appréciation la plus riche, sans préjugés.

Par ailleurs, nous militons dans nos organisations syndicales, sur nos lieux de travail afin de développer une politique de solidarité sur des bases d'indépendance de classe pour que les travailleurs entrent en lutte dans les entreprises, pour y ouvrir une perspective d'ensemble pour le monde du travail.

C'est ce que nous tentons, modestement et de différentes façons selon les situations, à notre niveau, en apparaissant dans les manifestations du samedi avec nos propres mots d'ordre.

A travers la politisation en cours nous participons, aidons aux prises de conscience, à l'émergence d'une conscience de classe, à construire des liens sur la base d'une solidarité de classe contre tous les préjugés réactionnaires qui s'expriment et qui traversent aussi le monde du travail.

La crise ouverte ne laissera pas de répit au pouvoir

Quelles que soient les manœuvres du pouvoir, la crise va s'approfondir, ou plutôt ces manœuvres et leurs échecs contribueront, d'une façon ou d'une autre, à l'approfondir. Macron qui avait été propulsé pour combler le vide laissé par l'effondrement de la droite et de la gauche, qui depuis plus de trente ans ont mené l'offensive contre les travailleurs et les classes populaires pour le compte des actionnaires, de l'oligarchie financière, a connu un discrédit encore plus rapide. La violence de l'offensive, combinée à l'usure du discours des serviteurs du capital, a eu raison de lui. Il ne peut tenter de rétablir son autorité qu'en prétendant défendre la république pour justifier les violences policières, la répression qui a atteint un niveau inégalé sans pour autant intimider le mouvement, bien au contraire. Et ce sont Macron, Philippe et Castaner qui portent la pleine et entière responsabilité des violences dont ils voudraient faire porter la responsabilité aux gilets jaunes. Qu'en posant aussi aux défenseurs de la république contre la menace de l'extrême droite, « *les factieux* ». Il espère pouvoir utiliser la mascarade du grand débat, summum d'hypocrisie politicienne, pour reprendre politiquement la main. Aucune question ne serait taboue, mais le problème ce sera surtout les réponses puisque la politique menée par le gouvernement ne pourra être remise en cause ! Une caricature de démocratie censurée, tout le monde peut discuter de tout pour ne rien décider.

En réalité, l'objectif de Macron est de mobiliser LREM et sa base sociale pour regagner du terrain en vue des élections européennes et municipales à venir tout en tentant d'associer partis et syndicats au débat dans un cadre institutionnel à sa main. Il veut faire de LREM le parti de l'ordre s'adressant à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie, aux milieux conservateurs contre ceux qui auraient perdu « *le sens de l'effort* ». Loin d'aller vers « *la concorde* », il attise la lutte de classe. Son incapacité à répondre aux exigences des gilets jaunes, ne serait-ce que sur l'ISF ou le RIC, et le calendrier politique qu'il a fixé ne peuvent qu'entretenir le mouvement, alimenter la politisation en cours.

Les démagogues de l'extrême droite sont, eux, confrontés aux exigences des gilets jaunes. Les prétentions de Marine Le Pen et du RN à représenter leurs aspirations en jouant sur les ambiguïtés du mouvement visent à capter le mécontentement pour les élections européennes, l'étouffer au service d'une politique réactionnaire hostile aux classes populaires. Mélenchon et la FI ont fait le même calcul électoral dans une grande confusion dont ils ont bien du mal à sortir et dont l'extrême droite se sert.

Les gilets jaunes n'ont pas dit leur dernier mot et ils pourraient bien déjouer ces calculs politiciens qui veulent instrumentaliser le mouvement et profiter du mécontentement qu'il exprime. Nos responsabilités, celles de l'ensemble des militants du mouvement ouvrier sont grandes pour approfondir les prises de conscience en cours, œuvrer à la politisation en rupture avec le jeu institutionnel dans le sens de la convergence des luttes contre le Medef et le gouvernement, la prise de conscience aussi que les problèmes posés par la mobilisation ne peuvent trouver d'issue que dans une démocratie révolutionnaire pour en

finir avec la domination des classes capitalistes.

Les gilets jaunes ne pallieront pas les faiblesses du mouvement ouvrier

Le mouvement accentue la faillite des partis de droite et de gauche qui avaient jusqu'alors mis en œuvre les politiques d'austérité, met en liquidation Macron propulsé pour combler le vide et disqualifie la gauche sociale et politique, en particulier les directions syndicales qui ont été non seulement étrangères mais hostiles au mouvement jusqu'à se prêter sauf la CGT et Solidaires, à la mascarade du grand débat.

Les forces réactionnaires bénéficient de cette situation, exercent plus ou moins directement leur influence y compris au sein du mouvement mais, à l'opposé, une fraction du monde du travail, de sa jeunesse recherche une issue. La société se scinde disent les commentateurs, polarisation, plutôt mise à nu des rapports de classe du fait de l'accentuation des inégalités, de l'accentuation de la concentration des richesses, de la censure de la démocratie et des violences policières, de leur incapacité à apporter la moindre réponse à la crise écologique.

Depuis 2016, nous sommes dans une période d'accélération des changements qui sont effets et acteurs des transformations des consciences au sein du monde du travail. Le mouvement des gilets jaunes provoque une brusque accélération, un saut qualitatif dans le sens d'une rupture avec les illusions sur le capitalisme et ses institutions comme les partis qui les servent. La majorité du monde du travail est restée jusqu'à présent observateur, attentiste mais il se politise, prend lui aussi conscience de l'impasse dans laquelle le capital et ses serviteurs entraînent toute la société. Le mouvement des gilets jaunes pourrait donner des idées aux multiples luttes locales qui restent isolées.

Pour les militants du mouvement ouvrier, le défi est de se servir de l'énergie libérée par le mouvement, de la politisation en cours pour donner un nouvel élan aux luttes de classes qui se sont développées depuis 2016 et qui ont été trahies par la gauche syndicale et politique.

Le mouvement des gilets jaunes marque une étape décisive dans ces évolutions, une fraction notable de la classe ouvrière rompt avec le capitalisme, ses institutions et les partis et organisations, en particulier syndicales, qui en assuraient jusqu'alors la stabilité. C'est une lutte offensive qui ne s'enferme pas dans la défense des acquis mais pose comme question centrale les salaires, le chômage, la précarité.

Les gilets jaunes ont démontré que les travailleuses, les travailleurs étaient capables de se mobiliser, de s'organiser, de prendre en main leurs affaires sans s'en remettre aux partis institutionnels ni aux appareils syndicaux. Qu'ils pouvaient ainsi marquer des points contre Macron et le Medef, les faire reculer et aussi être les acteurs d'une politisation à grande échelle.

Le mouvement des gilets jaunes, paradoxalement au regard de ses proclamations d'apolitisme, en réalité la dé-

fiance à l'égard des partis institutionnels, a démontré à quel point la lutte sociale ne peut se penser que comme une lutte politique.

Pour que le mouvement révolutionnaire s'approprie les enjeux de la nouvelle époque

Préparer les prochaines étapes de l'affrontement est une bataille politique pour rassembler, organiser celles et ceux qui veulent construire un mouvement d'ensemble sur des bases de classe non seulement contre Macron et le gouvernement mais contre leurs donneurs d'ordre capitalistes.

Le mouvement, la situation sociale et politique dont il est le produit, pose à nouveau de façon concrète la question d'un parti des travailleurs.

Elle s'est déjà posée entre 1995 et 2007 quand une large fraction du monde du travail se détourna de la gauche gouvernementale pour regarder vers l'extrême gauche. Aujourd'hui, la rupture s'accroît, des sentiments révolutionnaires se forment à travers le mouvement, l'impossibilité de trouver une issue sans affronter le pouvoir, l'État, l'incompatibilité entre les intérêts des classes dominantes, capitalistes, et ceux des classes populaires, la rupture avec les institutions bourgeoises et leurs partis et appareils en particulier syndicaux, l'aspiration à se représenter soi-même, à s'organiser indépendamment, à faire vivre la démocratie.

Tout en participant à cette révolte, en apprenant d'elle, le rôle des révolutionnaires est de développer en son sein comme sur nos lieux de travail ou d'habitation, à travers dialogue et discussion, les idées, aspirations, perspectives d'un parti des travailleurs, parti de la convergence des luttes et des mécontentements pour imposer nos exigences en remettant en cause leur système. Il s'agit d'armer la rupture politique en cours en lui donnant conscience d'elle-même, en l'armant d'un programme lui donnant une cohérence démocratique et révolutionnaire, un programme d'urgence sociale, démocratique, écologique s'appuyant sur les exigences progressistes des gilets jaunes.

C'est aussi la voie pour contrer l'influence de l'extrême droite en ouvrant une perspective crédible qui donne des réponses à la révolte et à ses aspirations.

Cela signifie avoir une politique de classe indépendante des forces de la gauche institutionnelle, partis ou syndicats, clairement démarquée du bleu-blanc-rouge et de toute forme de populisme ou de nationalisme.

Cela implique aussi une démarche offensive et ouverte sur l'extérieur pour que le mouvement révolutionnaire se donne les moyens d'offrir un cadre militant vivant, dynamique, démocratique à toutes celles et ceux qui prendraient conscience, à travers la crise et la lutte sociale et politique, de la nécessité pour les travailleurs de s'organiser en parti.

Nous avons à apprendre des gilets jaunes sur bien des questions de fonctionnement, de démocratie, de représentation, de solidarité militante.

Deux questions s'imposent au mouvement révolutionnaire : comment se mettre en résonance avec les qualités du mouvement, se transformer en les assimilant pour s'ouvrir, dans la mesure du possible, à ses acteurs et, en corollaire, comment intégrer dans notre politique les données de la nouvelle période pour travailler à dépasser nos divisions en tendances et fractions.

Ces questions ne trouveront de réponses qu'à travers notre activité et nos discussions.

Agir à travers la crise ouverte par le mouvement des gilets jaunes pour construire un parti des travailleurs suppose que nous ayons la volonté et la capacité de nous rassembler nous-mêmes ainsi que celle d'avancer dans le rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires, de

poursuivre les discussions entre le NPA et Lutte ouvrière. Cela ne se décrète pas ni n'est une question de bonne volonté mais dépend de notre capacité collective à formuler et mettre en œuvre une politique pour le monde du travail.

C'est à travers la discussion entre nous et autour de nous, dans le mouvement, dans nos syndicats, sur les lieux de travail que nous pourrions assimiler pratiquement les leçons du mouvement. Les travailleurs seront les acteurs de la construction de leur propre parti, en toute indépendance des appareils politiques ou syndicaux intégrés aux institutions, par en bas, dans les luttes et mobilisations, à travers la confrontation démocratique la plus large.

Contribution collective au débat au sein du NPA